

## PARTIE 2 : LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (p27)

### Definition

### CHAPITRE 1 : LA CREATION ET LA COMPOSITION DES OI (p29)

#### S1. L'ACTE CONSTITUTIF DE L'OI

#### S2. LES MEMBRES DE L'OI

##### §1 : Le droit de participer à l'OI

##### A. Les critères d'admission

##### B. Les procédures de contrôle des candidatures

##### §2 : La possibilité du retrait de l'OI

##### A. Le retrait volontaire

##### B. L'exclusion de l'OI

### CHAPITRE 2 : LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE (p31)

#### S1. LA PERSONNALITE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS

##### §1 : La personnalité juridique interne de l'OI

##### §2 : La personnalité juridique internationale de l'OI

#### S2. LES COMPETENCES DES OI

##### §1 : Les compétences implicites de l'OI

##### §2 : Le contenu des compétences (explicites) de l'OI

##### A. Les compétences normatives de l'OI

##### A. Les autres compétences des OI

### CHAPITRE 3 : STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES OI (p34)

#### S1. LA TYPOLOGIE DES ORGANES

##### §1 : Les organes composés de représentants des Etats membres (= gouvernementaux)

##### A. Le degré d'ouverture des organes

##### B. Le fonctionnement de ces organes

##### §2 : Les organes composés d'agents internationaux

##### A. Le statut des agents internationaux

##### B. Les fonctions des agents internationaux

1. Les secrétariats des OI
2. Les organes juridictionnels

##### 3. Les organes consultatifs

##### 4. Les organes semi-parlementaires

### S2. L'EVOLUTION DU ROLE D'UN ORGANE D'UNE OI : LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

##### §1 : La composition du conseil de sécurité

1. la nécessité d'accroître la représentativité du CS
2. Renforcer l'efficacité du CS

##### §2 : Les fonctions et pouvoirs du conseil de sécurité

##### A. Les pouvoirs de conciliation et de coercition du Conseil de Sécurité

## PARTIE 3 : LA RESPONSABILITE DES ETATS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (p41)

### CHAPITRE 1 : LE FAIT GENERATEUR DE LA RESPONSABILITE (p43)

#### S1. L'ELEMENT OBJECTIF DE LA RESPONSABILITE

##### §1 : La responsabilité pour les faits internationalement illicites

##### A. La notion du fait internationalement illicite

1. La définition du fait international illicite
2. Les différents faits illicites pouvant engager la responsabilité

##### B. Les différentes catégories de fait illicite

1. Les délits
2. Les crimes

##### §2 : La responsabilité pour les csq préjudiciables découlant d'actes non illicites du droit international

#### S2. L'ELEMENT SUBJECTIF DU FAIT GENERATEUR : L'IMPUTATION

##### §1 : L'imputation à un Etat

##### A. La notion d'imputation

##### B. Les cas de non imputation

1. Le cas des particuliers qui n'agissent pas pour le compte de l'Etat
2. Le cas des personnes qui contestent radicalement l'autorité de l'Etat

##### §2 : L'imputation à une OI

##### A. La responsabilité de l'OI pour les faits de l'OI elle-même

##### B. La responsabilité de l'OI pour les faits des Etats qui agissent pour le compte de l'OI

### CHAPITRE 2 : LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITE (p49)

## S1. LE DOMMAGE

§1 : La définition du dommage

§2 : Le cas de la protection diplomatique

A. Les dommages immédiats

B. Les dommages médiats

§3 : L'universalité des droits de l'Homme

A. La valeur juridique des DH

B. La portée des DH

1. Les obstacles à la ratification

2. L'usage des réserves aux instruments de protection des DH

## CHAPITRE 3 : L'OBLIGATION DE REPARATION (p51) S2. LES SOURCES FORMELLES DE LA PROTECTION

S1. LA NOTION DE REPARATION

§1 : La proclamation universelle

S2. LA FORME DE LA REPARATION

A. Les instruments à porte générale

§1 : Les différentes formes de réparation

B. Les instruments à portée spécifiques

A. Les formes classiques de la réparation

§2 : Les proclamations régionales

B. la notion de contre-mesure

A. La proclamation européenne

C. Le cas des Etats « non directement lésés »

1. La CESDH (1950)

2. La charte sociale européenne (1961)

3. la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE = OI)

§2 : Le cas du Rainbow-Warrior

B. La proclamation américaine

## PARTIE 4 : LES SUJETS INTERNES EN DROIT INTERNATIONAL (p54)

## CHAPITRE 2 : LA RESPONSABILITE PENALE DE L'INDIVIDU EN DROIT INTERNATIONAL (p61)

S1. LA SPECIFICITE DE LA PROTECTION INTERNATIONALE DES PERSONNES PRIVEES

S1. LES TRIBUNAUX AD HOC : TPIY & TPRI

§1 : Le caractère objectif des normes de protection des droits de l'Homme

§1 : L'origine de ces tribunaux ad hoc

## CHAPITRE 1 : LA PROTECTION INTERNATIONALE DES PERSONNES PRIVEES (p55)

§2 : Les principales caractéristiques de ce tribunaux

S1. LA SPECIFICITE DE LA PROTECTION INTERNATIONALE DES PERSONNES PRIVEES

A. L'indépendance des tribunaux

B. La compétence matérielle des tribunaux

§1 : Le caractère objectif des normes de protection des droits de l'Homme

§3 : L'activité des TPI

A. La jouissance de ces droits est indifférente à l'attitude des Etats à l'égard des instruments juridiques qui les énoncent

S2. LA COUR PENALE INTERNATIONALE (CPI)

§1 : La juridiction matérielle de la Cour

B. Le principe d'égalité

§2 : La composition et les mécanismes d'activation de la Cour

C. Les droits doivent être antérieurs à toute société

A. La composition de la CPI

§2 : La classification des droits internationalement protégés

B. Les mécanismes d'activation de la Cour

A. les droits civils et politiques

§3 : Le principe de complémentarité

B. Les droits économiques, sociaux et culturels

C. Les droits collectifs (droits de la 3ème génération)

S3. LES TENTATIVES VIENT A METTRE EN PLACE UNE COMPETENCE PENALE UNIVERSELLE